

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE**

COMMISSION NATIONALE DU DÉBAT PUBLIC

DÉBAT NATIONAL UNIVERSITÉ EMPLOI

AUDITION ID-FAEN

Mercredi 21 juin 2006

Structure auditionnée :

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT
M. WACH

La séance est ouverte à 11 h 05 sous la présidence de M. HETZEL.

M. HETZEL, Président.- En premier lieu, je vous remercie d'avoir accepté notre invitation. Comme vous le savez, l'objectif de notre commission est de travailler sur cette thématique du lien université-emploi. Le périmètre qui nous intéresse est évidemment tout ce qui s'enclenche après le baccalauréat. A ce titre, en tant que syndicat des chefs d'établissement, vous avez sans doute un point de vue à nous communiquer sur les articulations avec les filières STS et les classes préparatoires. Dans un premier temps, nous laissons à l'organisation qui intervient de donner son point de vue sur la thématique et, éventuellement, les trois sous thèmes : information/orientation, schéma LMD et insertion professionnelle et, en dernier lieu, l'alternance et l'apprentissage.

Ensuite, la commission a pour habitude de procéder par questions/réponses avec ses interlocuteurs. L'audition sera enregistrée et, par la suite mise en ligne sur le site Internet de la commission.

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- Merci de nous entendre sur ce sujet qui nous paraît particulièrement important.

Nous représentons le syndicat Indépendance et Direction, le Syndicat Indépendant des Personnels de Direction de l'Education nationale, la deuxième organisation représentative des personnels de Direction. Nous appartenons à la Fédération autonome de l'Education nationale. Nous nous situons de façon claire et nette comme syndicat indépendant de tous les partis.

C'est un syndicat jeune puisqu'il a été créé en 2002 par la fusion d'autres syndicats antérieurs : l'Amicale des proviseurs et le Syndicat des personnels de Direction des lycées et collèges. Nous représentons aux élections professionnelles 20 % des personnels de Direction.

Je suis le Secrétaire général, proviseur du lycée La Bruyère à Versailles qui comporte des classes préparatoires commerciales et littéraires et, auparavant, j'ai dirigé des établissements avec des sections de techniciens supérieurs et des sections de techniciens supérieurs par apprentissage dans le cadre d'une section dépendante d'un CFA « coquille » vide, un CFA privé.

M. WACH.- Je suis Secrétaire à l'académie de Strasbourg et proviseur du lycée Kléber à Strasbourg, établissement de 2 050 élèves, dont 850 en classes préparatoires. Cela fait 16 ans que je dirige des lycées à classes préparatoires scientifiques et économiques.

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- En préambule, je veux revenir sur ce que sont les élèves de lycées, les élèves qui deviennent des étudiants à l'université ou en classe préparatoire, puisque ceux-ci ont manifesté fortement leur opposition au CPE. On avait connu l'année précédente des manifestations assez fortes contre toute l'évolution du baccalauréat. Il nous paraît que le baccalauréat est dans sa valeur un peu symbolique, en tant que diplôme de fin d'études secondaires et premier diplôme de l'enseignement supérieur -jouant ces deux rôles à la fois- au coeur de la problématique de l'entrée à l'université et

peut-être de la difficulté de l'adéquation entre l'enseignement secondaire et l'enseignement universitaire.

J'insisterai sur le fait que ces élèves qui maintenant entrent à l'université ou dans l'enseignement supérieur sont des jeunes à l'environnement culturel très diversifié, et beaucoup plus qu'il y a 20 ou 30 ans. Je pourrais dire de façon caricaturale que l'on peut avoir le baccalauréat et entrer à l'université sans aucune culture au sens classique du terme.

La proportion d'une classe d'âge au baccalauréat en 1968 était autour de 30 % - on est passé à près de 60 %-, et la proportion d'une classe d'âge qui a le baccalauréat général n'a pas varié. Cette augmentation s'est faite uniquement par le développement des baccalauréats technologiques et professionnels. On sait très bien, avec les élèves que nous avons dans nos lycées, que ceux qui obtiennent le baccalauréat technologique et qui se lancent dans des formations universitaires n'ont pas la formation au niveau de l'enseignement secondaire qui leur permet d'aborder de façon sereine cet enseignement universitaire, d'où le nombre important d'échecs pour les élèves issus du baccalauréat technologique dans l'enseignement supérieur.

Il y a une véritable question de l'ouverture de l'université à tous les élèves, et de ce double rôle que joue le baccalauréat qui est perçu par les élèves comme le sésame qui leur permet de faire ce qu'ils ont envie de faire dans l'enseignement supérieur. Quand nous parlons avec les élèves en termes de débouchés et de choix d'orientation, ils choisissent leur orientation un peu à « l'affectif » sans connaître ni le contenu ni les débouchés, et très rapidement vont se trouver bloqués face à l'échec.

Quand un élève est estimé au niveau de l'enseignement secondaire ne pas pouvoir obtenir un baccalauréat général et va vers un baccalauréat technologique, la réflexion sur le projet est difficile à mettre en œuvre. Les élèves continuent à garder le même projet, même s'ils seront moins préparés pour des études longues.

Un autre élément joue beaucoup dans l'évolution de la population scolaire : cette pression, notamment depuis que l'on parle de 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat. Le baccalauréat est primordial, on reste au lycée même si l'on doit travailler pour avoir son indépendance, même si l'on a maintenant des élèves qui préparent des baccalauréats généraux en travaillant le soir, soit parce que c'est une nécessité compte tenu du contexte familial, soit tout simplement parce qu'ils ont un train de vie à maintenir. Il rentre dans les mœurs d'avoir des « petits boulots » le soir et peut-être davantage en région parisienne qu'en province.

Il y a 20 ans, un élève qui était en conflit avec ses parents, qui n'avait plus envie d'aller au lycée en sortait et allait travailler dans la banque en face du lycée et il était embauché. Maintenant, ce n'est plus le cas. Il y a une pression très forte pour passer le baccalauréat et même d'aller au-delà du baccalauréat. En général, quand j'accueille mes élèves de seconde le jour de la rentrée, je leur dis : « *Vous en prenez au moins pour 5 ans* » : 3 ans, voire plus, pour avoir le baccalauréat dans le meilleur des cas et au moins 2 ans d'études supérieures, voire beaucoup plus, alors que ces jeunes souvent, notamment pour ceux qui vont connaître quelques difficultés, ne se projettent pas au-delà de 2 années. Il est difficile d'arriver à mettre en place des projets.

Pour aborder le premier thème, l'information et l'orientation, je pense qu'un des points importants, malheureusement actuellement, est le suivant : une

méconnaissance par les élèves et leurs parents du système de l'enseignement supérieur. Il y a un énorme effort fait par les universités et les différents salons pour essayer de multiplier ces informations, mais je crois que l'on en reste, dans l'enseignement du second degré, à l'idée que les parents connaissent le système.

Or, je crois que l'on oublie trop facilement, pour reprendre ce que je disais sur la proportion d'une classe d'âge au baccalauréat dans les années 70, que plus de la moitié des parents de nos élèves actuels n'ont pas le baccalauréat et n'ont pas suivi d'études supérieures. Le système a beaucoup évolué. Il y a méconnaissance du système ou une connaissance très étroite avec une quantité d'évolutions et, de plus, des élèves et des parents qui ne veulent entendre que ce qu'ils veulent bien entendre. On a des demandes très fortes pour les filières sélectives ; on a beaucoup de mal à faire passer l'information sur ce qu'est l'université, sur son évolution depuis plusieurs années et la réforme qui a entraîné un système d'orientation et d'information durant le premier semestre de la première année. Tous ces éléments sont très méconnus des élèves du second degré avant le baccalauréat.

Les élèves développent des projets sans connaître la façon d'arriver au bout, sans savoir que ce qui fait la richesse de notre enseignement, à la fois du second degré, mais de plus en plus au niveau de l'enseignement supérieur, c'est toutes ces passerelles qui existent et que plusieurs voies aboutissent à une profession comme celle d'ingénieur, par exemple, et non pas une voie unique. Cette information sur les passerelles a toujours beaucoup de mal à passer puisque très souvent les parents ne veulent entendre que ce qui est le « mieux ».

Il me semble aussi que l'université est confrontée -c'est un problème d'information et de difficulté à faire passer l'information- au fait que les élèves sont souvent fascinés par des formations qui n'ont pas de débouchés professionnels : les STAPS, les Arts du spectacle, ces formations qui attirent de plus en plus, et les élèves s'adressent à un contenu qui correspond à ce qu'ils aiment : le sport, les arts du spectacle, le théâtre, et pas vraiment à des professions et des métiers qu'ils pourraient avoir plus tard, quel que soit le baccalauréat qu'ils ont obtenu.

Il nous semble que, même s'il y a une nette amélioration depuis une dizaine d'années, avec les portes ouvertes qui se sont développées dans les universités, les informations en direction des professeurs du second degré, des professeurs des classes terminales et des professeurs principaux, il y a encore beaucoup à faire pour multiplier les réunions entre enseignement du supérieur et du second degré, peut-être investir davantage dans la formation des professeurs des classes terminales et proposer de créer à l'intérieur des lycées un correspondant « enseignement supérieur » pour jouer ce rôle. Cela a existé il y a quelques années. Il y avait un correspondant, le BI (bureau d'information) dans les lycées, avant les conseillers d'orientation, celui-ci étant tenu par un professeur.

Les conseillers d'orientation existent mais sont peu présents dans les établissements, même s'ils essaient d'avoir une formation. On compte beaucoup sur l'autonomie des élèves pour aller au CDI et s'informer sur les formations, ou on les envoie dans des centres d'information et d'orientation, alors que les enseignants pourraient jouer ce rôle au niveau de l'ensemble des classes terminales dans un établissement et être à disposition des élèves, avec une proximité permanente dans l'établissement pour assurer cette information.

Le deuxième point que je souhaiterais aborder est celui des classes préparatoires aux grandes écoles et les sections de techniciens supérieurs puisque c'est la connaissance que nous avons de l'enseignement supérieur en direct à partir de notre expérience professionnelle.

Nous défendons les classes préparatoires aux grandes écoles. Nous pensons qu'elles apportent énormément aux élèves qui y entrent et notamment par rapport à tous les élèves qui ont des projets peu déterminés, et l'année en CPGE est celle de la détermination du projet, souvent la première année. Je le vois en particulier pour les classes préparatoires littéraires ; elle joue le rôle de la propédeutique. C'est le moment où l'on voit beaucoup d'élèves en classe préparatoire littéraire qui prennent une inscription cumulative, par exemple en histoire, parce qu'ils rentrent en prépa littéraire pour faire Sciences-Po et, en fin d'année, demandent une entrée Khâgne Lettres modernes, même si on leur dit qu'ils ne peuvent pas rentrer en Khâgne. Ils veulent rester, y ont pris goût, ont trouvé parfois un grand intérêt à ce qu'ils ont fait, petit à petit leur projet se précise, et se projettent plus loin au fur et à mesure qu'ils avancent dans le temps.

Nous pensons que les classes préparatoires apportent, dans le but de l'insertion ultérieure dans la vie professionnelle et dans la vie tout court, des méthodes de travail, des compétences, qui permettent de traverser sans obstacle la suite du cursus universitaire. On rentre à l'université ou dans les grandes écoles quand ils rentrent dans les différentes écoles d'ingénieurs ou de commerce. Ils acquièrent ces compétences, ces méthodes de travail qui leur permettent ensuite de s'adapter plus facilement à tous les aléas de la vie professionnelle.

Une des questions importantes est celle de la démocratisation de ces classes préparatoires. Comment faire pour que les élèves en plus grand nombre venant de lycées plus diversifiés évoluent vers les classes préparatoires, car on voit que dans un certain nombre de lycées nous n'avons aucune candidature ? Il faudrait augmenter le nombre des classes préparatoires, et mettre en place petit à petit des systèmes de partenariat entre lycées.

Nous pensons qu'il ne faut pas créer de classes préparatoires spécifiques mais augmenter les partenariats entre établissements de manière qu'il y ait peut-être, sous forme de tutorat, une préparation des élèves dans un lycée donné, en zone difficile, avec une population scolaire qui ne demandera pas facilement une classe préparatoire, de manière à les préparer à cette idée et de les accompagner par l'intermédiaire de partenariats à l'intérieur du lycée une fois qu'ils sont entrés en classe préparatoire avec les autres élèves.

Il faut que les internats leur soient ouverts prioritairement. Le classement à l'internat se fait à partir des éléments que l'on a sur le revenu, la distance... On essaie de véritablement accueillir en internat les élèves qui en ont le plus besoin. Il nous semble qu'il faudrait développer les aides aux élèves. Actuellement, il y a une certaine difficulté de ce point de vue. Les bourses d'enseignement supérieur sont souvent versées très tard, après le début de l'année, voire à la fin du premier trimestre. Au niveau des lycées, nous n'avons légalement pas le droit de les aider puisque le fonds social est prévu pour les élèves du second degré. C'est uniquement à titre exceptionnel qu'éventuellement...

Nous sommes de nombreux proviseurs de lycées à ne pas appliquer la loi et à utiliser le fonds social pour les élèves de classes préparatoires et de sections de techniciens supérieurs. Souvent, dans des lycées comme le mien, plutôt en zone

d'éducation privilégiée, le fonds social est plus sollicité par les élèves de classes préparatoires que par les familles des élèves de second degré.

Nous sommes confrontés à cette difficulté qu'ont les élèves au premier trimestre et on est amené à les aider dans l'attente qu'ils touchent la bourse de l'enseignement supérieur.

Je pense qu'il faudrait qu'au niveau des lycées on puisse utiliser légalement le fonds social pour aider ces élèves, même à la limite pour payer l'internat car des élèves viennent à l'internat alors que les familles sont incapables de payer l'internat ou qu'elles ne vont pas le demander quand ils font des trajets longs, alors qu'ils auraient de meilleures conditions de travail en étant à l'internat. La démocratisation passe par une politique très volontariste en matière d'aides de proximité, et ce sont les établissements scolaires qui peuvent le faire au niveau des élèves de classes préparatoires.

Concernant les sections de techniciens supérieurs, nous pensons qu'il faudrait qu'elles soient réservées aux élèves issus des baccalauréats technologiques, voire des baccalauréats professionnels. Certaines académies l'ont déjà adopté, sauf pour certaines sections très particulières, et réservent les sections de techniciens supérieurs aux baccalauréats technologiques. Il faudrait arriver à un partage en matière d'orientation entre les IUT qui peuvent recruter au niveau des baccalauréats généraux, et les sections de techniciens supérieurs qui nous paraissent la prolongation du baccalauréat technologique, pour éviter que les élèves de baccalauréats technologiques s'engagent dans des formations à l'université pour lesquelles ils n'ont pas été préparés, sauf à créer en université des formations professionnalisantes proches des sections de techniciens supérieurs.

M. WACH.- Au niveau des classes préparatoires, il est important, au niveau de la lisibilité du système de l'enseignement supérieur, que ces classes préparatoires le plus rapidement possible -et nous attendons toujours les textes avec impatience-, mettent en place le système des ECTS, LMD, etc.. Il y a un problème de transparence indispensable à mettre en oeuvre dans l'esprit des textes européens, même si la plupart des étudiants n'en ont pas vraiment besoin parce qu'ils continuent dans le cursus des grandes écoles. Néanmoins, un certain nombre d'étudiants veulent partir faire des études à l'étranger. Ils auront besoin de ces ECTS. Nous accueillons également des étudiants étrangers. Le retard pris par le texte qui devait paraître et les difficultés de mise en place de ces ECTS sont regrettables, y compris toutes les complications de relations avec les universités que cela pose. Cela devrait être mis en place rapidement et c'est notre souhait le plus vif.

M. HETZEL, Président.- Est-ce à dire qu'actuellement les classes préparatoires n'ont pas pris de contacts avec les universités ? Le principe : théoriquement, dans le processus LMD, il s'agit de développer des ECTS en cohérence avec les licences existantes. Cela nécessite des échanges avec l'université.

M. WACH.- Tout à fait. C'est sans doute parce que cela fonctionne depuis fort longtemps que certains ne perçoivent pas la mise en place de ces ECTS. Nous avons dans toutes les villes où se trouvent des lycées de classes préparatoires ou des universités des accords de conventions de longue date qui permettent à nos étudiants de passer directement en licence, pour peu qu'ils aient un niveau jugé correct par une commission pédagogique créée par l'université. Cela ne pose aucun problème, en lettres ni en sciences. Au niveau des HEC, c'est différent car

la correspondance entre les programmes de classes préparatoires économiques et les programmes de licence ne sont pas aussi simples et parfois des conventions prévoient une épreuve complémentaire à passer en septembre. Comme il y a très peu d'étudiants qui utilisent le dispositif, c'est extrêmement marginal. En lettres, les choses concernent beaucoup plus d'étudiants.

Il n'y a aucun problème car ce sont des étudiants qui « tiennent parfaitement la route » et que les universités accueillent avec beaucoup de plaisir. Le problème n'est pas là. Je crois qu'il ne faut pas rester au niveau de l'entrée de nos étudiants à l'université, mais s'inscrire dans le dispositif européen parce qu'un certain nombre de nos étudiants veulent partir à l'étranger et doivent pouvoir disposer des ECTS qu'ils vont négocier, par exemple, avec l'université de Stuttgart. Nous devons faire rapidement cet effort de transparence.

Dans mon lycée, il y a 6 étudiants chinois : 3 en première année et 3 en deuxième année. Ils sont à Strasbourg. Pour eux, l'échelle c'est l'Europe. Je ne sais pas ce qu'ils vont faire l'année prochaine. Ils vont peut-être entrer à SupOptique parce qu'ils ont réussi le concours, mais peuvent vouloir aller ailleurs et ont donc besoin de ces ECTS. Le dispositif français a besoin d'être transparent à l'échelle européenne, et les classes préparatoires et les grandes écoles faisant partie de l'enseignement supérieur, il est important que ces ECTS soient mises en place le plus vite possible.

M. LAURENT.- Cela paraît un anachronisme que ce ne soit pas encore fait. Je ne connais pas la réaction du Président sur ce point.

Mme BEVALOT.- On a assisté à des débats musclés. La question est de savoir si l'on adapte le LMD et toute sa logique et sa philosophie, ses dispositifs ECTS, et qu'on le déforme quelque peu pour justifier l'organisation de l'enseignement supérieur français qui est le seul au niveau européen à être organisé comme cela, ou en adoptant une harmonisation européenne à travers le LMD et les dispositifs qui suivent, on adapte l'organisation de l'enseignement supérieur français pour être conforme à l'organisation européenne.

Vous avez eu l'honnêteté de le rappeler : quand l'étudiant veut rentrer dans une formation L, il a tout naturellement ses années de préparation validés et acquiert ses ECTS. Il n'est pas pénalisé.

M. WACH.- Le problème ne se situe pas à ce niveau.

M. LAURENT.- C'est la mobilité.

M. WACH.- La mobilité internationale.

Mme BEVALOT.- Vous prenez l'exemple de l'université allemande ou anglaise ; l'organisation de ces pays fait que l'on n'a pas ces préparations en dehors de l'université. L'étudiant français se trouve, du fait de l'organisation que l'on connaît en France, un peu pénalisé dans sa mobilité car on manque de visibilité. L'interlocuteur naturel des étudiants c'est l'université dans un autre pays que la France.

M. WACH.- Il ne faudrait pas que ce soit pas un argument pour faire intégrer les classes préparations dans notre système universitaire, mais c'est un autre débat.

Mme BEVALOT.- D'adapter un dispositif qui a été prévu pour être un dispositif d'harmonisation européenne à la française pour pouvoir cadrer à un dispositif ou une organisation choisie.

Je ne suis pas en train de faire des propositions. On a choisi une organisation, on choisit d'y rester.

M. LAURENT.- C'est un problème qui n'est pas neutre. Je suis universitaire et j'ai créé une université scientifique. Dans ce domaine, cela n'a jamais posé de problème de voir arriver des étudiants en classe préparatoire. Je suis sensible à votre argument sur la mobilité. Les grands lycées comme les vôtres peuvent faire des accords directs avec des universités anglo-saxonnes. Cela est en train de se négocier et nous, universitaires, nous n'aurons pas l'air malin quand les grands lycées publics ou privés auront des accords directs avec Oxford, Cambridge, Louvain... ! Ils auront de facto une reconnaissance ECTS. C'est un angle d'attaque. Je suis très sensible à cette affaire. C'est inexplicable.

Au niveau des programmes de DEUG scientifiques par rapport au contenu scientifique des places préparatoires qui mène aux formations d'ingénieurs, le DEUG est devenu un sous-ensemble du programme de la classe préparatoire. On « marche sur la tête » et ce n'est pas neutre pour les mobilités. Ce sera important. On le fait actuellement de gré à gré, et cela se passe très bien.

M. WACH.- Il n'y a aucun problème.

M. LAURENT.- Pour les Chinois qui sont en train de « débouler », ils ont du courage de suivre des classes préparatoires en France quand on voit la façon dont ils sont acceptés au MIT et dans les grandes universités américaines...

M. WACH.- C'est une expérience très intéressante.

Mme BEVALOT.- Le lien avec les travaux de la commission est un peu particulier ? !

M. LAURENT.- On parle de passerelles et d'orientation. C'est important.

M. BAUSSARD.- C'est une question d'orientation.

M. LAURENT.- Et d'image.

M. HETZEL, Président.- On a le volet « orientation ».

M. BAUSSARD.- J'ai sous les yeux un document qui suit des cohortes d'étudiants sur une très longue durée. On a suivi 305 inscrits en CPGE littéraire. Quand on regarde en 2003/2004, 179 sont en troisième année d'université, c'est-à-dire plus de la moitié.

M. WACH.- En lettres, ils font même une inscription parallèle dans certains lycées.

M. BAUSSARD.- 1 298 inscrits, suivis individuellement. 3 ans après, 316 sont en écoles d'ingénieurs. Il y a une redistribution considérable. Des jeunes redoublent, d'autres sont inscrits en première et deuxième année de CPGE, ou partis en STS, en IUT en paramédical, en université mais, sous forme de troisième année, seulement 71. Les autres ont des parcours plus ou moins bizarres. La question de l'orientation se pose pour eux, comme pour d'autres. On pense que c'est évident, mais ce n'est pas vrai. Le fait de ne pas être dans le système ECTS les pénalise. Une des solutions est l'intégration. Vous n'êtes pas forcément tout à fait d'accord. Si l'on ne veut pas parler d'intégration, on peut parler de convention et de rapprochement.

M. WACH.- Les conventions existent et fonctionnent très bien. Ce n'est pas dans le système franco français, et c'est le plus important. Quand une des universités fait la fine bouche pour prendre un étudiant parce que son niveau n'est pas tout

à fait..., il négocie avec l'université et la ville voisine et les choses se règlent d'elles-mêmes. Nous sommes dans le concurrentiel. Je parle des scientifiques qui passent à l'université ; le plus souvent, ce sont des étudiants qui n'ont pas réussi à entrer à Normale Sup', par exemple, et qui veulent devenir professeurs : ils passent la licence, le CAPES, l'agrégation, l'université, et sont très bien accueillis.

Mme BEVALOT.- Les étudiants ne sont pas pénalisés, et en mobilité non plus. Cette question d'ECTS ne les gêne pas à l'intérieur de leur mobilité.

M. WACH.- A l'intérieur de la France.

Mme BEVALOT.- Non.

M. KEIGER.- Vous avez dit que les élèves sont fascinés par les matières où il y a peu de débouchés. Pourquoi ? Sont-ils au courant du fait qu'il y a très peu de débouchés, ou l'orientation n'est-elle pas suffisamment efficace pour leur expliquer très fermement et concrètement que s'ils suivent des matières à l'université où il y a très peu de débouchés, ils n'auront peut-être pas un emploi à la fin ? Qu'est-ce qui continue à maintenir cette fascination pour les matières où il y a peu de débouchés ? Que peut-on faire pour changer cela car c'est très important ?

M. WACH.- C'est très important. Il faut se replacer dans le contexte de l'élève de première et de terminale. Parmi ces élèves, un certain nombre sait où il veut aller. Pour ceux-là, il suffit de les informer et les choses vont bien, mais il y a une grande quantité d'élèves qui ne savent pas trop où aller, qui estiment qu'après le baccalauréat ils ont des espaces de liberté et ont le droit de choisir ce qu'ils veulent. S'ils veulent faire du sport, ils font du sport, etc. Il y a également une quantité non négligeable d'élèves de terminale pour lesquels la réussite au baccalauréat est inespérée, et qu'une fois qu'ils ont le baccalauréat « en poche », ne savent pas ce qu'ils veulent faire parce qu'ils n'y croyaient pas. Ils s'inscrivent en fonction de ce qu'ils entendent sur le moment. Le problème de l'orientation et de l'information en second cycle est très important. Nous sommes plusieurs à penser que ce n'est pas une question de quantité.

Les informations arrivent : il y a partout des forums qui sont bien faits et fréquentés. Les élèves reçoivent des prospectus sur papier glacé en quantité considérable. Ce n'est pas une question de quantité. Le problème est la réceptivité des élèves. S'ils reçoivent des informations à un moment où ils pensent à travailler les mathématiques pour avoir le baccalauréat, l'information ne passera pas. Si elle arrive parce qu'ils ont d'autres problèmes par ailleurs, l'information ne passera pas, même si elle est excellente en qualité.

Mon collègue a parlé des conseillers d'orientation qui jouent un rôle important au niveau des informations dans les classes, des entretiens individuels, mais il faudra sans doute faire beaucoup plus. Les textes existent. Il faut que l'élève arrive à construire son projet. La difficulté est là. Il faut lui donner des outils.

Comment lire un prospectus ? J'exagère un peu, mais à peine. Comment analyser les informations qu'il reçoit, comment se projeter dans l'avenir ? L'élève de terminale ne se projette pas nécessairement à 5/10 ans, et a fortiori dans le marché du travail. Tous les forums que l'on organise sont certes fréquentés, mais je ne suis pas persuadé de leur impact.

C'est ce que l'on retrouve au niveau des classes préparatoires. Nous organisons des forums chaque année. Les anciens étudiants reviennent présenter leur école pour les étudiants de préparatoire. C'est vrai qu'en première année les étudiants

découvrent -cela se passe en novembre- et, en deuxième année, ils choisissent. Ils ont deux fois le même écho et, entre temps, les professeurs de classes préparatoires sont intervenus dans les classes mais c'est en comité beaucoup plus restreint. Dans le second cycle, on a des effets de masse. Quand les universités interviennent, nous avons des amphithéâtres de 200 élèves. Ensuite, l'information passe, elle est excellente, mais comment cette information est-elle analysée et digérée par chacun des participants ? La difficulté me semble être celle-là.

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT. - Tu as prononcé le mot de « projet ». Il y a une certaine ambiguïté autour de ce mot. Une « dictature » du projet fait que, très souvent, l'information est faite de manière à donner à l'élève tous les moyens pour aboutir au projet. Quand les difficultés apparaissent par rapport au projet, une inadéquation entre les résultats et le projet, il est très difficile de faire changer l'élève de projet. Il aura toujours tendance à écouter ce qui pourra lui être dit et que, malgré tout on peut entrer en médecine avec un baccalauréat littéraire parce que l'on peut faire une mise à niveau, etc., et il se raccroche à cela. Par rapport à la notion de fascination, beaucoup de jeunes actuellement choisissent à l'affectif. Ils aiment faire du sport, ils vont aller en STAPS, et on a beau leur dire qu'il n'y aura plus de recrutement de professeurs d'éducation physique....

C'est difficile d'avoir des projections à long terme. L'Education nationale ne recrute plus en électrotechnique et dans un certain nombre de professorats de l'enseignement technologique alors que ces jeunes se sont engagés dans ces formations sans qu'on leur dise qu'il n'y aurait pas de recrutement dans les 5 années à venir. Il y a une difficulté après à se réadapter et à s'orienter. Le problème essentiel est le choix à l'affectif : « Je fais ce que j'ai envie de faire ». Il est difficile, pour un certain nombre de jeunes de terminale, de se projeter sur la notion de l'insertion professionnelle. On l'a bien vu au moment de la crise du baccalauréat. Il doit rester un diplôme national égal pour tous et c'est un droit qui m'est donné d'entrer à l'université. Si on touche à cela, on met l'élève dans la rue. Ce sera très difficile. Or, nous semble-t-il, le problème du baccalauréat, c'est à la fois le diplôme de fin d'études du second degré et le sésame pour entrer dans l'enseignement supérieur. Là, le hiatus fait qu'il y a inadéquation entre le baccalauréat préparé et les études auxquelles il donne droit dans l'enseignement supérieur.

Mme FRESSOZ. - Y a-t-il une possibilité de rapprocher le hiatus ? Vous disiez : « *Les classes préparatoires c'est très bien car elles encadrent et forment les jeunes* ». Pour l'entrée à l'université, ne faut-il pas revoir le lien de la dernière année du lycée et l'entrée à l'université, ou des parcours spécifiques à prévoir pour ceux dont on sait qu'ils auront le plus de difficultés ?

M. WACH. - Cela pourrait-il être mis en place, et les jeunes sont-ils prêts à l'accepter ? L'histoire récente -et plus ancienne- nous a montré que les réactions étaient toujours virulentes. C'est vrai, il y a un problème. Comment « empêcher », si tant est qu'on le puisse, ou éviter que des jeunes s'engouffrent massivement dans des filières dont on sait bien qu'elles ne débouchent pas facilement sur des professions, sans mettre en place des choses qui vont les faire sortir dans la rue tout de suite -numerus clausus ou d'autre dispositifs ?

Le baccalauréat doit sans doute être aménagé et peut-être simplifié. Nous qui les organisons, c'est un miracle chaque année qu'il n'y ait pas plus de problèmes mais, en même temps, c'est quelque chose d'extrêmement utile. C'est le rite

initiatique pour nos jeunes. C'est un signe comme quoi ils entrent dans la vie adulte, dans un espace de liberté où ils peuvent choisir les filières qu'ils souhaitent vraiment -en tout cas certaines- et, en même temps, qu'on le veuille ou pas, c'est un des derniers moteurs qui nous restent pour le faire travailler en première et terminale. Je suis peut-être un peu brutal mais c'est un des seuls éléments qui restent. Nous avons vu le passage automatique de première à terminale. Cela a créé une certaine démobilitation et surtout chez les élèves les plus fragiles, ceux qui connaissent moins le système -ou dont les parents connaissent moins le système- car, puisque je peux passer de première en terminale, pourquoi travaillerais-je davantage et pourquoi redoublerais-je, même si le conseil de classe m'y incite ? Pour une fois que je peux enfreindre les dispositions du conseil de classe, allons-y !

Le baccalauréat joue un rôle extrêmement important, et il sera difficile sans doute de le modifier sans qu'il y ait un peu d'agitation. Or, nous avons eu suffisamment d'agitations ce printemps et le printemps dernier. Il ne faudrait peut-être pas revoir cela chaque année ! Ce n'est pas une obligation.

M. KEIGER.- Je ne comprends pas. J'entends les étudiants ou les organismes d'étudiants quand ils se présentent devant nous parler avec un discours très « pratique ». Il y a donc une certaine contradiction ou une ambiguïté dans la mesure où les étudiants paraissent particulièrement pratiques concernant les débouchés, le taux d'échec, les examens et, en même temps, vous dites qu'ils sont assez affectifs dans le choix des matières qu'ils veulent poursuivre en université. J'ai beaucoup de mal à réconcilier les deux. N'y a-t-il pas vraiment un problème d'orientation ? Je sais que vous dites qu'il n'y a pas suffisamment de conseillers dans les lycées. Ce que font ceux qui sont là est d'après vous un bon travail ? Est-ce efficace ?

M. WACH.- Tous les personnels sont excellents, mais il y a des différences dans l'excellence. Que ce soit suffisant, certainement pas.

(Arrivée de M. Mahrer à 11 h 50).

Ce sont deux populations différentes. Vous avez une population qui majoritairement sait ce qu'elle veut, qui va à l'université par choix, qui choisit sa filière avec un objectif et qui va en CPGE ou en STS. Ce n'est pas cette population qui pose problème à nos yeux, mais l'autre population qui est beaucoup plus fragile, qui réagit à l'affectif et c'est celle-là qui fait l'objet du débat, beaucoup plus que ceux qui se débrouillent tout seuls, bien qu'ils puissent rencontrer des difficultés par la suite.

Il y a plus de choses à faire dans le second cycle entre la seconde et la terminale en termes de préparation à l'orientation. Encore une fois, je crois qu'il faut distinguer la quantité d'informations et l'utilisation de l'information. Les efforts doivent porter beaucoup plus sur l'apprentissage pour l'élève de l'utilisation de l'information. Est-ce les conseillers d'orientation ou d'autres personnels ? Peu importe.

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- Il faut une plus grande disponibilité des personnels qui connaissent bien l'enseignement supérieur auprès des élèves. Les conseillers d'orientation sont en nombre limité.

Suivant les établissements, leur implication dans l'enseignement supérieur est assez variable. Mon adjoint a organisé dans mon établissement une information sur l'enseignement supérieur pour les parents d'élèves. Les conseillers

d'orientation ne sont pas venus en disant : « *Cela ne sert à rien. Nous voyons les élèves de terminale, nous n'avons rien à faire vis-à-vis des parents qui ne sont pas sous notre autorité* ».

Les représentants de parents d'élèves demandaient que cela ait lieu. Je ne veux pas tirer à « boulets rouges » sur les conseillers d'orientation mais, actuellement, on voit certaines associations de parents d'élèves qui développent des informations directement auprès des parents. Cela prouve qu'il y a un déficit des professionnels, de ceux qui devraient les faire.

M. LAURENT.- Des entreprises se montent sur le marché de l'orientation et du coaching. Il y en a une dizaine sur Paris. Cela prouve qu'il existe une déficience.

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- Il y a une méconnaissance du système car, au niveau d'étudiants en première idée de classe préparatoire littéraire, on est obligé de faire une explication de texte entre LLCE et LEA !

Comme le disait M. Wach, c'est notre grande difficulté sur l'ensemble du système éducatif : on est sur des individualités. On est arrivé à un moment où l'on a un système éducatif qui fonctionne bien globalement sur les grandes masses, mais si on veut arriver à réduire l'échec scolaire, ce ne sera qu'en travaillant de façon très forte sur le plan de l'accompagnement individuel et c'est quand même une question de moyens d'avoir des personnes qui sont prêtes à s'engager sur cet accompagnement individuel en termes de moyens et d'accompagner sur le moyen terme, voire le long terme, sinon ces jeunes qui ont le plus besoin que l'on aille au devant d'eux pour les informer, les accompagner et les aider à faire un projet, ne vont pas demander, mais rester dans leur coin. Leurs parents ne vont pas pousser parce qu'ils ne sont pas forcément informés et, ensuite, on les retrouve à l'université ; ils changent de formation au bout d'un an et ne savent plus où ils en sont. Au niveau de l'accompagnement individuel dès la classe de première et terminale, il faut que ce soit fait auprès des élèves.

M. HETZEL, Président.- Je voudrais revenir sur un autre volet développé dans votre intervention liminaire concernant les STS, où vous disiez qu'il faudrait, comme cela se fait déjà à certains endroits, les réserver au baccalauréat technologique. En d'autres termes, seriez-vous partisan du fait de les interdire aux autres ?

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- Oui.

M. WACH.- Cela se fait dans certaines académies.

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- Dans l'académie de Versailles, les sections de techniciens supérieurs sont interdites aux baccalauréats généraux, sauf certaines sections bien déterminées : l'ancien BTS trilingue ou le BTS audiovisuel qui est ouvert aux baccalauréats scientifiques. C'est une information importante à donner en fin de seconde pour les élèves qui envisagent des études longues ou courtes, car très souvent on entend : « *Je préfère faire un baccalauréat ES et faire un BTS derrière* » Non, si vous faites un baccalauréat ES, vous n'irez pas en BTS.

M. HETZEL, Président.- Ne pensez-vous que ce sera un tollé général ? Manifestement, cela se pratique dans votre académie, mais nous nous heurterons à des résistances ?

M. WACH.- Très certainement, mais certaines résistances peuvent être surmontées. Il y a déjà un effet de présentation. Dans certaines académies, on

signale que les baccalauréats technologiques sont prioritaires. Il y a un mouvement pour tous les demandeurs technologiques. S'il reste des places vacantes, on peut les offrir à d'autres bacheliers. Un des problèmes vient du fait que cette priorité n'est pas toujours aussi respectée.

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- Vous le voyez vous-mêmes, il n'y a rien de plus dramatique qu'un élève qui est allé en section BTS, n'y rentre pas et va donc à l'université. On crée de l'échec par faute d'un système.

M. LAURENT.- Sur les BTS, il semble -et vous pouvez nous éclairer en tant que proviseur- qu'il y ait des réserves de places assez importantes.

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- Depuis un ou deux ans on connaît un certain reflux.

M. HETZEL, Président.- 13 % nationalement.

M. LAURENT.- 13 % sur des grands nombres.

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- Les jeunes qui vont en BTS ont du mal à se déplacer loin pour beaucoup d'entre eux. C'est souvent une orientation choisie de proximité, ce qui rend les choses plus difficiles.

M. WACH.- Concernant les conseillers d'orientation, c'est un sujet qu'il faudra travailler. Pour parler d'orientation, et pour inverser le problème, on peut s'interroger sur les compétences que devrait avoir la personne idéale qui intervient en second cycle de façon efficace pour aider les élèves.

De notre point, il faut une double compétence : une parfaite connaissance du système, des filières et tout le dispositif de l'enseignement supérieur avec les débouchés, ce que les conseillers d'orientation ont, mais pas les professeurs. Inversement, il faut avoir une parfaite connaissance de l'élève et de ses potentialités pour l'aider, ce que les professeurs ont, mais que les conseillers d'orientation n'ont pas, vu l'effet de masse. L'idéal est de pouvoir réunir ces deux compétences au niveau de la même personne qui serait disponible mais, ensuite, on a des effets de masse. A Kléber, il y a 410 élèves en terminale !

S'il faut progresser c'est dans cette direction, faut-il inventer une nouvelle fonction ? Je ne sais pas.

Mme FRESSOZ.- Mettre le professeur et le conseiller...

M. WACH.- C'est faisable ponctuellement. Cela se fait, mais pas sur des effets de masse. Or, l'élève de première et de terminale a bien besoin de cela, des informations qui sont adaptées à sa situation et non pas les informations générales et, en même temps, ils ont besoin, pour employer un mot à la mode, de coaching, d'aide de la part d'adulte et une aide adaptée qui permettrait de lutter plus contre les échecs scolaires et les abandons.

M. KEIGER.- S'il y avait une mesure à proposer tout de suite à notre commission, quelle serait-elle ?

M. WACH.- De trouver les personnes providentielles qui puissent faire les deux.

M. KEIGER.- Sur la possible résolution du manque d'orientation, pensez-vous que ce soit votre priorité ?

M. WACH.- C'est l'une des pistes pour progresser et surtout pour aider les élèves les plus fragiles dans ce domaine. Je disais qu'il y avait 410 étudiants en terminale. Ce n'est pas tout à fait vrai. Ceux qui savent déjà qu'ils veulent

devenir professeurs d'histoire, on leur explique ce qu'ils doivent faire et ils ont les compétences voulues. Terminé. Ce sont tous les autres qui se cherchent...

M. KEIGER.- Combien sur les 410 ?

M. WACH.- Cela varie beaucoup d'un établissement à un autre.

M. LAURENT.- Je suppose qu'à Kléber aucun ne vont en STAPS.

M. WACH.- 8 % ratent le baccalauréat ; donc, détrompez vous. Nous sommes sectorisés !

M. LAURENT.- Hélas !

M. WACH.- Un bon nombre d'élèves passent en IUT, notamment. Les élèves en difficulté en seconde -c'est l'historique de la maison, car nous avons une dominante scientifique extrêmement forte puisqu'il y a 39 professeurs de mathématique dans l'établissements-, iront plutôt en S qu'en L car avec un S tout juste, parfois à l'arraché, ils peuvent rentrer en IUT, mais avec un L difficilement acquis, ils réussiront difficilement en littéraire car ce sont des littéraires par défaut ou par obligation.

Pour répondre à votre question précédente, 150 élèves sur les 410.

M. KEIGER.- Sans problématique.

M. WACH.- 150 qu'il faudrait suivre plus particulièrement pour les aider. Il faudrait commencer en première et ne pas se focaliser sur les terminales. C'est un travail de longue haleine.

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- Même en seconde.

M. WACH.- En seconde, les jeunes sont focalisés sur les choix des séries. On raisonne encore en termes de séries. On vient d'entrer au lycée. Parfois, on « rame » un peu, et on est surtout préoccupé par le choix de la série ou le redoublement. Je crois que l'accent doit être mis en début de première et jusqu'à la terminale.

M. MAHRER.- Des élèves à Kléber vont-ils poursuivre leurs études à Kaslow ?

M. WACH.- Quelques-uns, mais peu.

M. MAHRER.- Vous n'encouragez pas ?

M. WACH.- En revanche, quelques étudiants allemands viennent en classe préparatoire économique et commerciale mais, dans l'autre sens, c'est plus difficile puisque c'est l'Abibac qui prépare à ce type d'études dans les universités allemandes. Nous n'avons qu'une classe européenne allemande et le niveau en allemand est un peu juste pour beaucoup d'élèves.

C'est le lycée international des Pontonniers qui a la section Abibac.

Mme BARET.- Le rôle des parents, puisque vous dites que c'est un élément clé et d'influence dans l'orientation. Par rapport à ce rôle et à sa méconnaissance du système, pensez-vous que des actions particulières pourraient être menées de façon large ?

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- Il faudrait arriver à informer de façon plus large les parents d'élèves, dans une double perspective qui est celle à la fois de permettre aux parents qui n'ont pas fréquenté l'enseignement supérieur, qui sont loin du système éducatif -ce que l'on a du mal à voir mais on peut arriver à les rencontrer- de ce que peut apporter l'enseignement supérieur et l'intérêt de

se projeter dans l'enseignement supérieur, et les autres, qui sont très informés qui ont une vision très étroite de l'enseignement supérieur, pour leur montrer qu'il y a diverses possibilités d'aboutir à un même but et qu'il n'y a pas que la classe préparatoire qui permet de réussir. On a les deux extrêmes.

Mme BARET.- Concrètement, quelle forme cela pourrait prendre par rapport à ce qui existe aujourd'hui ?

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- Par rapport à l'évolution des élèves, on a à la fois des élèves dont les parents sont très étrangers au système éducatif, qui doivent entièrement s'assumer par eux-mêmes, et des parents qui sont de plus en plus présents. On a une pression forte des parents qui sont demandeurs en classe terminale : *« C'est notre problème (voire même en classe préparatoire) et nous demandons à être informés sur ce que font nos enfants »*.

Au lycée, on a tendance à dire dans l'Education nationale que l'on acquiert l'autonomie et, à partir du moment où l'élève est quasiment majeur en terminale, on s'adresse directement à lui. Depuis quelques années, on ressent une pression de plus en plus forte d'un certain nombre de parents d'être informés et de prendre les décisions pour suivre de près ce qui se passe, sous forme d'informations générales en direction des parents d'élèves à l'intérieur de chaque établissement.

M. KEIGER.- Ces parents connaissent-ils le taux d'échec en première année de philosophie ou de lettres modernes et les débouchés dans ces matières ? Certains étudiants réclament dans les auditions une connaissance de ces statistiques de façon plus « brutale » et pas dans un magma énorme d'informations qu'on leur donne ? Ne pourrait-on pas le mettre sur un site web ou un portail ?

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- Les technologies modernes de communication permettent beaucoup plus de communication en matière de statistiques, mais la relation directe est intéressante par les anciens élèves, par le fait de savoir ce que deviennent nos élèves dans l'enseignement supérieur au niveau des établissements scolaires. Il y a peut-être un travail plus important à faire de connaissance, de suivi de cohortes d'élèves, savoir ce qu'ils deviennent dans l'enseignement supérieur, de manière à informer concrètement les parents d'élèves sur les parcours suivis.

Mme BARET.- Je suis maman -c'est un autre rôle-, mais au sein de l'entreprise je travaille dans une fonction de ressources humaines ; j'ai entendu parler de la réforme du LMD presque par hasard dans mon rôle de parents et de DRH. C'est problématique pour quelqu'un susceptible d'être informé. A part les parents qui sont dans l'enseignement, pour les autres...

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- De la même façon que l'on a des informations qui peuvent être faites par les universités auprès des élèves, on pourrait imaginer que ces informations soient envisagées en direction des parents d'élèves dans les établissements scolaires.

Mme BEVALOT.- Sur cette question d'information et de l'aide à l'orientation, quelle place donnez-vous aux acteurs sociaux économiques ? On a parlé des parents d'élèves, des professeurs, des conseillers d'orientation mais, sur la question de l'emploi, on a besoin d'une relation directe avec les acteurs sociaux économiques.

M. WACH.- Juste un point pour les parents : nous avons un gros problème de cible. Quand en début d'année nous invitons tous les parents de seconde pour parler de l'orientation, etc., là aussi, il y a 400 parents par an grand maximum, et les questions principales portent sur la première S. Quand on réunit les parents des classes préparatoires en début d'année pour expliquer le système et qu'il faut « changer de lunettes » au niveau de la lecture des notations, cela nous prend deux samedis de suite pour les 480 étudiants en première année. Pratiquement, tout le monde est là. Quand vous faites des réunions de parents et que vous voulez parler d'orientation, malheureusement, vous ne touchez pas tous les parents, et surtout pas ceux qui en auraient le plus besoin, ou il faut passer par des convocations, ce qui est difficile.

En seconde, nous avons une entrée : nous donnons les bulletins du premier trimestre de seconde lors de la rencontre parents/professeurs du samedi matin. Nous ne les envoyons pas souci d'économies de Poste et pour obliger les parents à venir rencontrer les professeurs et à dialoguer. Il faut arriver à susciter l'intérêt des familles pour ce type d'orientation et d'information. Ce n'est pas facile car le public est extrêmement varié. Même le LMD, ils le comprendront très rapidement mais diront qu'ils n'en n'ont pas forcément besoin en première et en terminale. D'autres parents sont très loin et, là où le jeune réagira à l'affectif pour choisir la filière qui lui plaît sans trop se préoccuper des suites et, « malheureusement », ce sont souvent les publics les plus fragiles. C'est la grande difficulté. On les retrouve ensuite aigris et fourvoyés.

Au niveau des professionnels, cela dépend beaucoup des établissements. Les lycées qui ont des sections technologiques sont beaucoup plus concernés et travaillent beaucoup plus avec les entreprises.

Au niveau des lycées d'enseignement général dans le second cycle, il y a assez peu de choses, mais on pourrait le développer, à condition d'essayer de voir dans quelle direction va le discours. Le danger de ces interventions réside dans le fait que vous n'avez aucune influence sur le discours qui peut être mené et sur l'impact au niveau des élèves. On n'est pas conseiller d'orientation et on ne s'occupe pas de l'orientation par hasard. Il faut faire attention à l'impact.

Mme BARET.- Que voulez-vous dire par là ?

M. WACH.- Le langage ne sera pas forcément compris par tous les élèves ou sera compris de façons diverses. Chacun est convaincu qu'il fait le meilleur métier du monde. Il en parle avec beaucoup d'enthousiasme, ce qui est naturel. Je ne sais pas comment le cumul de ces enthousiasmes différents sera perçu par l'élève.

Par contre, dans le post-baccalauréat, c'est beaucoup plus important. Nous organisons des entretiens avec des professionnels, notamment des DRH qui nous intéressent particulièrement. Il existe une grande différence d'un établissement à l'autre et des situations particulières pour les lycées techniques et technologiques.

M. BAUSSARD.- On parlait d'orientation. Vous êtes intervenu pour dire que la société était bloquée et que chaque fois que l'on essayait de bouger quelque chose cela se traduisait par des millions d'étudiants dans la rue avec des mouvements sociaux à répétition. On ne peut pas avoir le sentiment que rien n'est faisable. Pourtant, le système accepte le CPGE qui est un dispositif sélectif pour les littéraires surtout, la médecine et la pharmacie hyper sélective, les IUT, et même les BTS. Pensez-vous que l'on doit conclure que tout est bloqué,

rester à l'identique et ne pas aborder la question de la sélection ou d'une orientation un peu forte, ou peut-on faire évoluer le système ?

M. WACH.- Il doit évoluer.

M. BAUSSARD.- Dans beaucoup de pays, le système est totalement différent ; les établissements sont équipés et on sait que telle université n'est pas l'équivalent de telle autre. Ici, c'est un peu vrai pour les grandes écoles mais pas totalement. Les choses peuvent-elles évoluer, doivent-elles aller vers un dispositif de sélection affiché, ou peut-on continuer à avoir une sélection affichée ou des sélections masquées mais effectives ?

Quand vous avez présenté la défense des CPGE en disant que c'était le lieu où les étudiants se déterminaient tout en ayant un apport de compétences extrêmement fort et, acquérant des méthodes de travail qui leur serviraient quel que soit leur devenir, qu'ils intègrent ou pas, ces méthodes de travail étaient acquises. Dans le contexte du service public, ne peut-on pas imaginer que ces méthodes ne soient pas propagées au sein du dispositif universitaire ? On prendrait ce qu'elles ont de positif et on éliminerait le négatif. Dans la propagation des bonnes pratiques beaucoup de choses sont en place en CPGE. Pourraient-elles être dans l'acquisition des méthodes de travail et des compétences qui seraient propagées au sein du L 1 et L 2 ?

M. WACH.- Le système doit évoluer. Nous en sommes tous convaincus. Comment annoncer cette évolution pour faire adhérer ceux qui sont concernés ? Qu'il faille éviter qu'un grand nombre d'étudiants s'engouffrent dans une filière où seuls les meilleurs réussiront, on peut dire que la sélection existe de toute façon. Est-elle affichée ou pas ? Met-on une sélection à l'entrée, ou laisse-t-on des structures qui sélectionnent à l'entrée, style CPGE, et des structures qui sélectionnent plus tard, en fabriquant peut-être plus d'aigris ?

La question nous échappe mais une clarification est nécessaire. La sélection gagne toujours quand elle est transparente, puisque sélection il doit y avoir.

Comment la faire passer au niveau de la jeunesse ? Il y a sans doute des conseillers en communication qui devront intervenir.

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- Je voudrais rebondir sur le mot de communication. On a beaucoup parlé d'information et de communication. L'un de nos défauts majeurs est de ne pas savoir communiquer sur ce que nous faisons, et notamment au niveau du service public. C'est un challenge majeur pour les années à venir. Si nous ne sommes pas capables de dire ce que nous faisons, comment, et que c'est bien que nous le fassions ainsi, d'autres diront à notre place que nous le faisons mal, qu'il ne faut surtout pas faire comme cela, et qu'ils font mieux que nous alors que ce n'est pas forcément le cas. Il y a un enjeu du système éducatif. On a tendance à dire au niveau du service public que l'on est service public donc, en soi, on est bon. On est les meilleurs, on doit être reconnu en tant que tels puisque l'on est service public. Ce n'est plus cela. Il faut former les enseignants à la communication. Quand on parle de communication auprès de beaucoup de collègues, ils nous disent : « *Vous allez rentrer dans la concurrence* ». Non, on informe de ce que l'on fait, comment on le fait et pourquoi c'est bien qu'on le fasse ainsi. Arrêtons de dire que l'on est nul, que l'on a un mauvais système, mais on est service public, donc il faut continuer.

Paradoxe : la sélection à l'entrée valorise le diplôme. C'est un peu comme pour les autoroutes : tout le monde y est favorable à condition qu'elle passe loin du

village où l'on habite. On est pour la sélection mais surtout pas pour une sélection qui fait que nos jeunes restent au bord de la route. On ne peut pas décréter la sélection sans une soupape de sécurité, un milieu ; puisque le baccalauréat est le diplôme qui permet d'entrer dans l'enseignement supérieur sans faire que tout élève qui a le baccalauréat rentre quelque part dans l'enseignement supérieur. Après, va se poser la question de savoir comment et dans quelles conditions : peut-être une dose petit à petit de création de filières de diplômes valorisants à l'intérieur des universités ? Beaucoup de parents d'élèves connaissent-ils ce que l'on appelait autrefois -je ne suis pas rentré encore dans le LMD- les DEUST ? C'était totalement méconnu et ils existent encore.

Mme BEVALOT.- Cela marche bien.

M. MAHRER.- Qu'est-ce qui a le plus changé depuis 3 ans dans les classes préparatoires et les grandes écoles ?

M. WACH.- Ce n'est pas sur 3 ans, mais sur un peu plus.

M. MAHRER.- Depuis 10 ans ?

M. WACH.- Le public a changé.

Vous avez en classe préparatoire bon nombre d'étudiants qui se cherchent, qui ont besoin d'un suivi psychologique et d'absences, de toutes sortes de choses. Mon collègue a parlé du fonds social : nous sommes plusieurs à l'employer ponctuellement pour des situations difficiles. Cela nous vaut ensuite des remontrances de la part de la Chambre Régionale des Comptes, mais il faut que l'étudiant mange et c'est une urgence. Ce qui prouve qu'il y a des éléments du dispositif à changer. Le public en classe préparatoire est plus fragile. Je ne parle pas de ceux qui font polytechnique, Normale sup et HEC. Nous avons tendance à remplir nos structures pour que le système soit efficace. Il n'y a pas de raison de laisser des places vacantes et de faire une sélection drastique pour n'avoir que des polytechniciens. Et nous sommes bien placés pour le savoir. A partir du moment où vous ouvrez davantage, vous avez aussi des étudiantes et des étudiants plus fragiles sur le plan pédagogique.

M. MAHRER.- Vous avez dit que si vous aviez gardé les mêmes critères de sélectivité qu'il y a plus de 10 ans vous ne rempliriez pas vos classes préparatoires ?

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- En littéraire.

M. WACH.- Je serais plus nuancé. Il y a de grandes variations selon les établissements.

A Kléber, nous avons accueilli deux classes supplémentaires scientifiques qui étaient à Fustel auparavant. Pour des questions de place, il y a eu redistribution des cartes. Nous recrutons plus bas qu'il y a 10 ou 12 ans.

M. BAUSSARD.- L'impact, c'est médecine et pharmacie où, maintenant, pour passer de la première à la deuxième année, il faut avoir le baccalauréat S mention très bien dans mon académie. Toute une partie du public qui auparavant se retrouvait en CPGE est partie en médecine.

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- C'est un taux d'échec important.

M. WACH.- C'est dramatique au niveau de la médecine. Après une année de médecine on en reprend en préparatoire. Ils sont tellement « laminés » parfois

qu'il faut les reprendre alors que ce sont très souvent de très bons étudiants. Nous ne recrutons dans les sites de province que des mentions « très bien ». Il y a un peu plus d'un tiers des mentions « très bien » qui vont se retrouver dans des classes étoilées. On descend jusqu'à 14 ou 13 de moyenne au baccalauréat. Ils intègrent les écoles d'ingénieurs.

M. LAURENT.- Les classes scientifiques avec des ouvertures de classes préparatoires en Seine St Denis, et à l'académie de Créteil cela a crû.

M. MAHRER.- Ces changements depuis 3 ans sur le public avec la fragilisation que vous avez indiquée entraînent-ils pour vous des conséquences ?

M. WACH.- Cela nécessite un suivi plus important au quotidien des étudiants. Il y a 10 ans, le contrôle des absences en classe préparatoire était un exercice de style. Maintenant, c'est une réalité. Il y a un suivi de la part des professeurs, des réunions régulières avec eux et l'administration, pour suivre tel ou tel cas. C'est 2 ou 3 par classe sur 48, mais si l'on veut qu'ils réussissent à intégrer une école, il faut les suivre. A partir du moment où nous les avons recrutés, nous nous estimons liés pour les faire entrer dans une école d'ingénieurs.

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- Le drame des classes préparatoires littéraires, en dehors de la Montagne Sainte-Geneviève, réside dans le fait que l'on n'intègre pas Normale Sup, même au lycée La Bruyère où il y a quelques années il y avait des intégrations régulières de littéraires. Maintenant, c'est un par an de temps en temps. Il y a une évolution du public. Le nombre de littéraires a diminué ainsi que celui de lettres classiques. On a des élèves qui sont en préparatoire littéraire pour préparer Sciences-Po, qui y prennent goût et demandent à rester jusqu'à la fin de la khâgne parce qu'ils se sentent bien et qu'ils veulent, même si c'est difficile, rentrer à l'université ensuite.

Il y a un énorme avantage depuis 2 ans avec la mise en place du LMD et les conventions avec les universités. Ils peuvent partir à n'importe quel moment et intègrent une université : fin de premier semestre, ils rentrent dans le deuxième semestre. On a aussi l'accompagnement individuel très important à faire auprès des élèves et arriver à les convaincre, ainsi que leur famille, pour élargir à la fois le choix du baccalauréat littéraire -je le défends-, ses débouchés, et le fait que l'on peut entrer en école de commerce à partir de classes préparatoires littéraires, et ensuite que l'on peut faire quantité de choses. Beaucoup de recrutements dans certaines écoles de journalisme ont lieu à partir de 2 années de classe préparatoire littéraire. La plupart vont à l'université, mais beaucoup trouvent des débouchés qui ne sont pas spécifiquement littéraires au sens strict du terme.

M. KEIGER.- Qu'est-ce qui vous motive -je suis en dehors du système universitaire français et du pays- en classe préparatoire à vouloir faire cet effort pour ces élèves qui ne se présentent pas toujours dans les cours et qui sont en difficulté ?

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- Je prendrai un exemple simple : L'année dernière, j'ai vu une élève en lycée première et terminale. Elle est rentrée en Hypokhâgne où cela s'est mal passé : une pression familiale, une situation dramatique... On l'a prise en internat bien qu'elle habite Versailles. A la fin de l'année, les professeurs ont dit : « *Elle ne peut pas continuer, elle est trop fragile* ».

On a vu avec le médecin scolaire. On l'a fait rentrer en Khâgne. Ses parents ont demandé à me voir et m'ont dit : « *Le jour où elle se mettra à travailler, cela ira mieux* ». Je leur ai répondu : « *Fichez-lui la paix et, ce jour-là, elle rentrera en Normale Sup* ». Cette année, c'est la meilleure élève de Khâgne. Il faut arriver à faire en sorte que les élèves acquièrent ces compétences et qualités et avancent.

M. KEIGER.- Vous n'avez pas de prime pour les maintenir ; n'y a-t-il pas d'incitations financières ?

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- Non.

M. KEIGER.- Un système de classement ?

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- Le discours que je tiens très souvent auprès des parents d'élèves par rapport aux classes préparatoires est très important. L'essentiel n'est pas d'intégrer une bonne classe préparatoire mais une classe préparatoire où le jeune se sentira bien. Le nouveau système de sélection permet mieux d'intégrer une classe préparatoire qui correspond à son niveau. C'est plus simple dans le nouveau système avec la sélection des six dossiers.

Un travail reste à faire au niveau des enseignants pour dire -comme l'indiquait M. Wach- que les élèves sont là, et que nous devons les prendre et les emmener tous le mieux possible. Si l'on travaillait uniquement en Hypokhâgne ou Khâgne pour entrer à Normale Sup, on travaillerait pour 2 ou 3 élèves. Dans notre classe préparatoire commerciale à Versailles -chaque lycée a sa classe préparatoire commerciale-, on travaille pour les grandes écoles de commerce de province et l'on essaie de faire en sorte que la quasi-totalité des élèves entrent dans une école à leur niveau. On peut travailler pour un groupe et faire en sorte de faire avancer tout le groupe dans une réussite.

Mme FRESSOZ.- Comment peut-il y avoir une diffusion des bonnes pratiques aux classes préparatoires, appliquée à la préparation à l'université où l'on bascule du secondaire au supérieur et où il y a un échec à cause d'une mauvaise préparation ou de l'encadrement ?

Mme BEVALOT.- Je souhaitais revenir sur la question. Si on regarde les chiffres que l'on connaît : 500 000 nouveaux bacheliers par an. En tout et pour tout pour la préparation aux grandes écoles : 75 000 étudiants.

(Départ de M. LAURENT à 12 h 30)

Comment transférer les bonnes pratiques pour que 75 000 jeunes sur 2 ou 3 ans bénéficient de ces méthodes, alors que chaque année on doit placer dans l'enseignement supérieur 500 000 nouveaux bacheliers ?

M. HETZEL, Président.- Sur les préparatoires, 25 % poursuivent.

M. WACH.- A peu près. La question est effectivement très difficile. D'une part, cela repose le problème de la sélection. En préparatoire, on s'adresse à un public que nous avons sélectionné, motivé plus ou moins, mais la majorité est motivée et nous avons un contrat.

Nous les suivons particulièrement mais, quand une équipe de professeurs et la Direction a recruté un étudiant en disant qu'il ira dans une école de commerce ou d'ingénieurs, en général on « n'est pas trompé ». Quand il a des passages à vide, on le soutient. Vous avez une équipe de professeurs qui s'occupe d'une équipe d'élèves. Dans une classe de MP-SI et de PC-SI, il y a un professeur de

mathématiques et un professeur de physique qui n'a que 7 classes. A Kléber, il y a 22 classes préparatoires et forcément des classes en parallèle : 4 classes de MP-SI et 3 classes de PC-SI pour les classes scientifiques. Chaque équipe de professeurs fera en sorte qu'aucun étudiant n'abandonne car c'est un critère de qualité, ce qui n'existait pas. Il y a 15 ou 20 ans, on commençait à 68 à la rentrée universitaire et au mois de novembre on était à – 40. Actuellement, nous commençons à 48, et quand la rentrée universitaire est faite -un certain nombre se cherche-, on est à 43 par classe et on reste à ce chiffre jusqu'à la fin de l'année. C'est une grande différence par rapport au passé.

Les professeurs se sentent responsables des 43 étudiants qui leur ont été confiés en début d'année et qu'ils vont accompagner pendant de nombreuses heures par semaine jusqu'à la fin de l'année. Ils sont sensibles au nombre de leurs étudiants qui vont passer en classes étoilées, les classes les plus prestigieuses, et ceux qui ne passeraient pas en deuxième année -un ou deux par classe-, c'est pareil : les professeurs sont très sensibles aux résultats des admissions, forcément affichées urbi et orbi. Ils accompagnent leurs étudiants pour qu'ils aient les meilleurs résultats. Ce n'est pas une question de prime mais des satisfactions professionnelles, morales -on peut l'appeler comme on le veut. C'est l'encadrement. Dès lors que vous affichez dans la MP* qu'il y a 12 polytechniciens cette année et que l'année précédente il n'y en avait que 8, tout le monde est content. Si c'est l'inverse, on se pose des questions. Transférer cela à l'université est plus difficile.

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- Un élève peut abandonner les cours à l'université sans qu'il ne se passe rien vu de l'extérieur au niveau des absences. Quand un élève abandonne, on veut savoir pourquoi il démissionne et on relance.

M. MAHRER.- Un professeur de mathématiques de classe étoilée, chevronné et « aguerri » a quel salaire par mois ?

(Départ de Mme Fressoz à 12 h 36).

M. WACH.- 5 000/6 000 €, mais pas tous les mois, avec les « heures de colle » et les heures supplémentaires. S'il n'a pas d'heures de colle, il est en A3.

Mme BEVALOT.- On tourne autour de la réponse depuis un moment. Elle est désagréable. Diffuser les bonnes pratiques représente un coût. Un étudiant de classe préparatoire représente un investissement de 13 000 € alors qu'un étudiant de droit pour l'université représente 3 000 €. On ne peut pas diffuser les bonnes pratiques sans se poser une question de fond qui est celle des moyens.

Est-on toujours dans une école républicaine ? On est tous convaincus de la qualité du service public et de l'école républicaine, et quand on travaille avec de telles différences on sent que l'on a un nombre limité d'étudiants qui ont des conditions de travail, des cursus très privilégiés, très protégés, et l'étudiant très fragile a, au contraire, des conditions d'études extrêmement délicates. La question que l'on se pose aujourd'hui est la suivante : a-t-on derrière un engagement d'une école républicaine vers l'ensemble des lycées ?

M. WACH.- Vous avez comparé le coût d'un étudiant de droit avec un CPGE scientifique. Un étudiant en droit n'a pas de laboratoire et ne manipule pas.

Mme BEVALOT.- J'ai suffisamment géré pour connaître. J'ai eu la responsabilité d'une université pluridisciplinaire. Je suis moi-même en pharmacie. Je sais ce que rapporte chaque catégorie d'étudiants, y compris dans des formations

professionnalisantes. Le système est ainsi. Vous venez de rappeler les salaires d'un enseignant d'une classe préparatoire de grandes écoles.

M. WACH.- En mathématiques MP*. C'est le salaire le plus élevé, bien au-delà de celui du proviseur, pour que ce soit clair !

M. MAHRER.- Comme les commandants de bord dans une Compagnie d'aviation !

Mme BEVALOT.- Le LMD est souvent revenu dans les commentaires que l'on a donnés. C'est un dispositif mis en place depuis peu. On est un peu au milieu du gué dans l'application du LMD. Les points sur lesquels nous sommes tous très volontaires sont les suivants : l'accompagnement individuel des étudiants, l'orientation progressive et constante en fonction d'un projet professionnel et les parcours qui permettent d'acquérir une double compétence favorable à une insertion professionnelle. Il est très important que tous les acteurs de l'Education nationale et encore plus ceux de l'enseignement supérieur se mobilisent pour la réussite du LMD. Ils veulent maintenir une multidisciplinarité des diplômes et l'organisation, et l'on a du mal à privilégier le LMD qui devrait répondre à beaucoup d'inconvénients que l'on rappelle régulièrement.

Je prêche -étant très convaincue- qu'il est de notre responsabilité, du côté de l'Education nationale, de tout faire pour que le LMD se mette en oeuvre. C'est une simplification des études de l'enseignement supérieur et c'est un accompagnement individuel que l'on appelle de tous nos voeux pour la réussite des jeunes. On ne peut pas tout protéger. Vous l'avez dit, il y a besoin qu'une évolution le plus rapidement possible pour que nous puissions répondre aux questions qui nous sont posées aujourd'hui, notamment par les étudiants qui étaient dans la rue il y a quelques mois ou quelques semaines.

M. WACH.- Au niveau du LMD, l'importance a été rappelée à plusieurs reprises. Le LMD ne nécessite pas l'intégration des classes préparatoires dans le système universitaire. Les classes préparatoires et les écoles sont un ensemble. Les classes préparatoires n'ont pas lieu d'exister par elles-mêmes, mais développons toutes les passerelles qu'il convient.

Mme BEVALOT.- La médecine et les études de santé travaillent sur l'adaptation du LMD, notamment pour permettre, non pas des passerelles, mais une orientation progressive pour des étudiants qui s'inscrivent en première année et qui ont du mal à passer le concours. Une grande réflexion devrait chambouler le principe du concours tel qu'on le connaît, grâce à l'adaptation LMD des études de santé.

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- Sur l'apprentissage et l'alternance, nous n'avons pas de position particulière. Nous sommes favorables à leur développement.

M. HETZEL, Président.- L'intervention sera mise en ligne. Par ailleurs, vous pourrez, si vous le souhaitez, nous communiquer d'autres éléments avant l'automne, puisque le site permet de mettre en ligne des contributions spécifiques.

M. KEIGER.- Concernant les bourses de l'enseignement supérieur délivrées en fin du premier trimestre...

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- Les élèves le demandent au mois de mars mais le temps que le système se mette en place, ils ne touchent la bourse

prévue pour les accompagner, quand ils rentrent en université ou en classe préparatoire, qu'au mois de novembre ou décembre.

M. KEIGER.- Est-il possible d'accélérer le paiement de la bourse ?

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- Cela dépend des CROUS.

M. HETZEL, Président.- Le système doit être encore amélioré. Cette année, je pense il en était de même dans vos académies ; on l'a avancé par rapport à ce qui se faisait les années précédentes. C'est lourd dans la mesure où cela pose un certain nombre de problèmes pratiques. Cette année, 85 % des boursiers ont perçu leur première bourse le 15 octobre.

M. WACH.- Cela nous oblige à jongler dans les établissements. Par exemple, les chambres et les demi-pensions ne sont pas encaissées pas tout de suite. Il faut que l'agent comptable face preuve de souplesse, ce qui n'est pas toujours forcément leur première qualité !

M. HETZEL, Président.- Avec la LOLF, le fonds social et le fonds de cantine, vous pouvez les utiliser.

M. WACH.- C'est la question de la démocratisation, notamment pour les classes préparatoires mais aussi pour d'autres filières. Des expériences sont menées ici ou là. Nous sommes assez majoritairement vigilants sur le système des quotas, car nous pensons qu'un bon nombre des systèmes de classes préparatoires BTS, etc., fonctionnent sur le mérite de l'élève, la qualité de son dossier et non pas sur d'autres considérations.

La démocratisation est importante et nécessitera -dans plusieurs lycées on y travaille- une sorte d'accompagnement d'information des élèves peut-être à partir de la première ou de la seconde. Culturellement, ils ne sont pas portés vers les études supérieures à cause d'un manque d'ouverture culturelle, mais nous envisageons dans plusieurs établissements d'intervenir auprès des lycées qui n'envoient pas ou peu d'étudiants en classes préparatoires. C'est plus facile pour les futurs scientifiques car le poids culturel est moins important. C'est surtout sur l'ambition, la personnalité et les ouvertures qu'il faut travailler.

Nous pensons que c'est par ce biais de l'accompagnement dès la première que l'on développera l'ambition et le goût pour les études scientifiques, qu'elles se fassent à l'université ou dans des classes préparatoires -peu importe-, et que l'on cultivera auprès des jeunes filles le goût pour les études scientifiques supérieures car nous avons un gros déficit.

C'est bien par l'information et l'accompagnement dès la première, et non pas par des quotas, car le système de quotas « hérissé le poil » de beaucoup de monde et touche à des principes d'égalité.

M KEIGER.- Ce n'est pas simplement un problème français.

Mme BARET.- L'entreprise peut-elle avoir un rôle dans ce type de système ?

M. WACH.- Oui.

Mme BARET.- C'est une réflexion que j'essaie de pousser dans ma propre entreprise.

M. WACH.- Notamment les DRH.

On a fait des enquêtes au niveau du lycée pour voir pourquoi un bon nombre de jeunes filles ne rentraient pas dans les classes préparatoires scientifiques, mais

beaucoup plus dans les classes préparatoires littéraires ou économiques ou en médecine. Le plus souvent, ce sont des représentations de la vie professionnelle qui ne correspondent pas à la réalité. Là, les DRH ont un rôle extrêmement important à jouer et sont forcément plus efficaces que les discours du proviseur, du professeur ou des conseillers d'orientation.

M. MAHRER.- Une fois qu'ils sont dans les grandes écoles, les élèves ne travaillent plus beaucoup. Je dirais même que l'essentiel de leur formation dans les classes préparatoires se termine autour du bar, etc.

Alors qu'à l'inverse, à l'université, plus on progresse plus on travaille et plus on se structure. Vous avez dit qu'il fallait envisager une classe préparatoire comme une sorte de silo avec les grandes écoles. Quel regard portez-vous sur cette brutale dépression après le concours en matière d'engagement et d'ambition, une fois qu'ils sont dans les écoles ? Après les 500 tests « à l'espérance » dont parle Balzac, une fois que l'espérance est passée, que reste-t-il ?

M. WACH.- C'était beaucoup vrai il y a une dizaine d'années. Les évolutions se font grâce à la concurrence qui est de plus en plus féroce, notamment au niveau des écoles de commerce. Je pense que c'est surtout aux écoles de commerce que vous pensez, plus qu'aux écoles d'ingénieurs.

M. MAHRER.- C'est surtout aux écoles d'ingénieurs.

M. TOUSSAINT De QUIEVRECOURT.- Dans certaines écoles d'ingénieurs on travaille beaucoup.

M. WACH.- Cela a beaucoup changé car il y a maintenant des sorties prématurées des écoles pour investissement au travail insuffisant, et un certain nombre de labels ont fait que plusieurs programmes pédagogiques ont été revus à la hausse, notamment en langues, car des mesures de compétences sont plus ou moins discutables et ont lieu à la sortie des écoles et, si vous n'avez pas tel niveau de langue, vous n'êtes pas bon.

M. MAHRER.- En termes d'organisation j'ai l'impression que vous livrez une équipe des bleus en 1998 et qu'on les retrouve 6 ans après en 2006 ! Vous n'avez pas de discussions organisationnelles avec les directeurs des écoles ? Il est dommage qu'il y ait ce trou d'air. J'ai été l'un des dirigeants d'une grande école l'application de l'école polytechnique, je peux vous dire que... Depuis 25 ans que je connais l'affaire, cela n'a pas beaucoup changé pour les écoles d'ingénieurs.

M. WACH.- Non, je n'ai pas ce genre de discussions à ce niveau mais peut-être au niveau des inspections générales.

M. MAHRER.- On continue à dépenser beaucoup d'argent mais l'output n'est pas ce que l'on pourrait imaginer, même si l'image de marque est superbe.

M. WACH.- Je ne sais pas.

M. BAUSSARD.- Il y a un problème d'articulation entre les BTS et les IUT. Pensez-vous que les deux vont coexister ?

Quand on regarde le devenir des BTS et des IUT, on les voit beaucoup comme des opérateurs. Je ne suis pas sûr que quelqu'un qui aura un niveau L acceptera d'être un opérateur, aussi facilement qu'ont pu le faire progressivement les BTS et les IUT.

M. WACH.- C'est une question délicate.

M. BAUSSARD.- On est dans l'articulation entre les lycées et les universités.

M. WACH.- Sans doute tôt ou tard il faudra aller au L.

M. BAUSSARD.- N'y a-t-il pas un niveau intermédiaire entre le baccalauréat et le L ? Actuellement, les IUT et les BTS forment des « sous cadres ». Je suppose que les bachelors anglais n'occupent pas des postes d'opérateurs de production (process, machine).

On a un dispositif de formations IUT ou BTS qui forment des étudiants qui, il y a 20 ans, étaient des cadres moyens et qui maintenant sont devenus des opérateurs de production.

Mme BARET.- Pas chez nous. Ils sont agents de maîtrise.

M. BAUSSARD.- Si on déplace le curseur vers le niveau de la licence professionnelle, on augmente leur niveau de qualification, ce qui devrait se traduire par un niveau de reconnaissance dans l'entreprise. Ils ne seraient plus dans les mêmes fonctions, mais qui les occuperaient ? Sinon, c'est un processus qualification : avec un niveau L on fera ce que l'on faisait avant avec un niveau DUT.

Mme BARET.- En l'état actuel des choses, c'est plutôt cela.

M. HETZEL, Président.- Merci pour la qualité de cet échange.

La séance est levée à 12 h 55.